Le dilemme du gouvernement de Hu Jintao: la construction d'une « société harmonieuse » est-elle possible sans réformes politiques ?

Willy Wo-Lap Lam

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/3053>

ISSN : 1996-4609

Éditeur

Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2007

ISSN : 1021-9013

Référence électronique

Willy Wo-Lap Lam, « Le dilemme du gouvernement de Hu Jintao: la construction d'une « société harmonieuse » est-elle possible sans réformes politiques ? », *Perspectives chinoises* [En ligne], 2007/3 | 2007, mis en ligne le 01 septembre 2010, consulté le 23 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/3053>

Le dilemme du gouvernement de Hu Jintao

La construction d'une « société harmonieuse » est-elle possible sans réformes politiques ?

WILLY WO-LAP LAM

Lors du XVII^e congrès du Parti communiste chinois qui se tint en octobre 2007, une question centrale était de savoir comment donner de la « substance » à l'objectif affiché de promotion d'une société harmonieuse. Le refus de l'équipe dirigeante de mettre en œuvre de réelles réformes politiques, et notamment de laisser une part de pouvoir aux groupes les plus défavorisés, a exacerbé ces dernières années les tensions entre différents secteurs et classes. Cet article démontre que l'harmonie restera lettre morte si le Parti, aujourd'hui intimement lié à certains milieux d'affaires, refuse de desserrer son emprise sur le pouvoir et sur les ressources du pays.

Un agenda des réformes caractérisé par la prudence

Depuis la répression du mouvement démocratique de 1989, chaque congrès du Parti communiste chinois (PCC) – chargé tous les cinq ans de sélectionner le noyau dirigeant et de fixer les nouvelles politiques – suscite la même interrogation : les portes de la réforme politique risquent-elles de s'entrouvrir un peu plus ? Force est de constater que depuis que le Président Hu Jintao et son Premier ministre Wen Jiabao ont pris les commandes du pays lors du XVI^e congrès en novembre 2002, ces deux figures relativement dynamiques de la quatrième génération de dirigeants chinois ont œuvré pour contrer tout espoir de faire renaître certains éléments de libéralisation associés aux anciens réformateurs Hu Yaobang 胡耀邦 et Zhao Ziyang 趙紫陽. Cependant, bien que le duo Hu-Wen ait depuis deux ans adopté des mesures draconiennes visant à museler les dissidents, fermer les ONG non conformistes et intimider tout journal ou site Internet progressiste, un nombre non négligeable de cadres et d'intellectuels libéraux continuent de se montrer prudemment optimistes quant à la capacité de Pékin de répondre à certaines attentes, notamment en ce qui concerne la réalisation d'objectifs limités comme la « démocratie au sein du Parti » (*dangnei minzhu* 黨內民主)⁽¹⁾.

Il est important de rappeler ici que tout au long du premier mandat Hu-Wen (Hu-Wen *xinzheng* 胡溫新政, que l'on qualifie parfois de *new deal*), les deux dirigeants et leurs collègues ont réitéré les déclarations du patriarche Deng Xiaoping et de l'ancien Président Jiang Zemin selon lesquelles la Chine n'adopterait jamais de « réforme de style occidental »

ni ne mettrait en place des institutions comme les élections multipartites ou la division des pouvoirs entre l'exécutif, le législatif et le judiciaire⁽²⁾. Le Premier ministre Wen, qui est davantage responsable de l'économie que de l'idéologie ou de la politique, est généralement perçu comme le plus « progressiste » des membres permanents du Bureau politique, en partie à cause de son lien avec l'ancien secrétaire général du Parti Zhao Ziyang. À la fin de 2006 et au début de 2007, Wen a pris l'initiative de souligner la détermination du PCC à engager la réforme politique, du moins sur le long terme. Par exemple, dans un article inhabituel publié par l'Agence Chine nouvelle (Xinhuashe) fin 2006, Wen écrit que la science, la démocratie, la liberté et les droits de l'homme ne sont pas « uniques au capitalisme » mais des « valeurs auxquelles aspire l'humanité toute entière dans sa longue progression à travers l'histoire⁽³⁾ ». D'autres déclarations allant dans le même sens ont été prononcées par le Premier ministre lors de sa conférence de presse à la clôture de l'Assemblée populaire nationale (APN) en mars cette année.

Toutefois, il est important de garder à l'esprit que le Premier ministre n'envisage qu'une approche progressive et non radi-

1. Sur les possibilités de réforme politique à l'approche du XVII^e congrès, voir par exemple Kent Ewing, « China's Democracy Debate : The End is Nigh », www.asiatimes.com, 25 juillet 2007 ; Joe Kahn « Hu Holds Fast to One-Party Rule in China in Major Speech », *International Herald Tribune*, 29 juin 2007.
2. Par exemple, dans un discours prononcé devant les éléments non PCC début 2002, Jiang Zemin a déclaré que Pékin « ne copiera[it] jamais le système bipartite ou multipartite de l'Occident ». Voir Agence Chine nouvelle, 12 février 2002. L'opposition du PCC aux institutions démocratiques occidentales est aussi clairement exprimée dans le *Livre blanc sur la démocratie* publié par le Conseil des affaires de l'État le 19 octobre 2005 et intitulé « Édification de la démocratie politique en Chine ».
3. Voir Wen Jiabao, « Les missions historiques de l'étape préliminaire du socialisme », Agence Chine nouvelle, 26 décembre 2006.

Une vue générale du XVII^e congrès du Parti communiste chinois (octobre 2007).
© AFP

cale vers l'adoption d'institutions démocratiques telles que les élections directes selon le principe « une personne, une voix ». La prudence qui caractérise l'agenda de Wen transparaît clairement dans les propos qu'il a tenus devant la presse britannique lors d'une visite au Royaume-Uni en 2006. « La construction démocratique, et les élections directes en particulier, ne pourraient se produire que de manière graduelle et incrémentale, en fonction des conditions particulières des pays [respectifs] », a-t-il déclaré. Il a ajouté que si les masses étaient capables de gérer un village par le processus électoral, le même principe pourrait s'appliquer « à l'avenir » à un bourg, puis à un district, puis à une province⁽⁴⁾. Il est évident que Pékin n'envisage le développement éventuel d'élections au niveau de la nation tout entière que sur le long terme, et rien ne laisse supposer que l'équipe dirigeante actuelle est prête à reproduire au niveau du canton et du bourg les expériences d'élections directes menées au niveau du village. Pourtant, dans les dernières années du mandat du Président Jiang Zemin, plus d'une douzaine de cantons et de bourgs situés dans des provinces aussi variées que le Guangdong et le Sichuan ont expérimenté les élections directes pour choisir leurs dirigeants locaux. On dit en outre que certains conseillers de Jiang, dont le professeur de science politique Wang Huning, auraient tenté de persuader les dirigeants chinois d'envisager

une accélération et un élargissement des élections directes⁽⁵⁾. Malgré tout, il est prudent d'affirmer que seules des réformes modestes seront introduites d'ici à la fin du second quinquennat de la direction Hu-Wen en 2013. Ces efforts de libéralisation répondront avant tout aux deux principaux objectifs de l'équipe dirigeante actuelle, à savoir la réalisation du « développement scientifique » et la « construction d'une société harmonieuse ». Le « développement scientifique » est une expression codée qui fait référence à une forme de développement qui permettra de répondre aux besoins de la majorité des Chinois, y compris ceux qui appartiennent aux « groupes faibles » (*ruoshi tuanti* 弱勢團體), c'est-à-dire aux couches les plus défavorisées de la population. Pékin essaie ainsi d'établir un équilibre entre la politique économique et la politique sociale : tout en s'efforçant de maintenir un taux de croissance élevé du PIB, les autorités centrales accordent une plus grande attention à la manière dont les richesses sont distribuées à travers le pays. Cela signifie rétablir un équilibre judicieux entre les riches

4. Cité dans « Wen Jiabao rencontre des représentants des médias britanniques », China News Service, 6 septembre 2006.
5. Sur le « calendrier » de l'introduction d'élections directes en Chine voir, par exemple, Willy Wo-Lap Lam, *The Era of Jiang Zemin*, Singapour et New York, Prentice Hall, 1999, p. 392-93.

et les pauvres, entre les besoins des zones côtières et ceux des régions intérieures, et enfin entre les éléments infrastructurels (machinerie, centrales énergétiques, ports et aéroports) et les aspects sociaux (éducation et santé des gens ordinaires) de la réforme économique⁽⁶⁾.

L'idéal d'une « société harmonieuse », présenté pour la première fois au VI^e plénum du XVI^e comité central à la fin 2006, fait référence à un ordre socio-économique où tous les Chinois coexistent dans la paix et l'harmonie. Il implique l'élimination des conflits et contradictions au sein de la société qui se sont manifestés à travers les 87 000 « incidents de masse » – émeutes, manifestations et autres troubles – qui ont eu lieu en 2005 (la dernière année pour laquelle des statistiques sont disponibles). Plus fondamentalement, la « construction d'une société harmonieuse » suppose que la direction du PCC joue un rôle de médiateur et d'arbitre entre les intérêts et les aspirations de groupes socio-économiques disparates. Comme le souligne le communiqué publié à l'issue du VI^e plénum, les autorités doivent « coordonner et réguler les relations d'intérêt entre les différents secteurs, et gérer de manière appropriée les contradictions au sein de la société ». Il appelle également les autorités centrales et régionales à mettre en place des « mécanismes scientifiques et efficaces » de médiation entre les différents intérêts et à désamorcer les contradictions⁽⁷⁾.

Bien qu'aucune réforme démocratique de nature radicale ou approfondie ne soit en préparation, Hu et ses collègues ont annoncé clairement qu'ils s'efforceraient de promouvoir la justice sociale, et surtout de créer un terrain de jeu équitable pour les secteurs favorisés et défavorisés de la société. À en croire plusieurs déclarations faites par certains hauts cadres et membres de cellules de réflexion, la direction du PCC s'apprête à entreprendre des réformes dans trois domaines pour atteindre ces objectifs. La première initiative est la rationalisation bureaucratique et la promotion de l'efficacité administrative au sein du Parti et du Gouvernement. La deuxième est un partage limité mais potentiellement significatif du pouvoir avec certains groupes politiques et socio-économiques en dehors du Parti. La troisième réforme – et sans doute la plus importante – est la « démocratie au sein du Parti » (*dangnei minzhu*), et plus précisément l'idée de conférer aux 72 millions de cadres et membres du Parti un plus grand rôle dans la sélection des dirigeants et dans le débat des politiques relevant du Parti ou de l'État. Une fois un niveau approprié de *dangnei minzhu* atteint, on peut concevoir que les institutions et la philosophie démocratiques pourront alors être étendues à la nation tout entière.

Une analyse des réformes administratives et politiques et de leurs possibles répercussions

Promouvoir l'efficacité administrative et améliorer la gestion des crises

Le Président Hu est un partisan convaincu du « socialisme scientifique ». Cela signifie que malgré la fin du mouvement communiste et socialiste dans le monde, la Chine a les moyens de parvenir à son objectif socialiste à condition que le Gouvernement soit efficace, dévoué et non corrompu⁽⁸⁾. Nous nous limiterons ici à explorer les efforts entrepris par Pékin depuis 2002 pour rationaliser l'appareil du Parti et du Gouvernement et le rendre plus à même de servir les objectifs de création et de préservation d'une société harmonieuse.

Pour ce qui est du Parti, Hu et certains de ces collègues comme le vice-président Zeng Qinghong, responsable des affaires du Parti, ont rencontré certains succès dans leur tentative de simplifier la bureaucratie au sein du Parti. Un effort remarquable fut la réduction du nombre de secrétaires adjoints dans les comités du Parti qui gèrent les provinces, les municipalités, les districts et les villages. Lors du remaniement de la direction de toutes les administrations régionales du pays mené à la fin 2006 et au début 2007, le nombre de secrétaires adjoints au niveau des municipalités, districts et villages a été respectivement réduit de 506, 5 165 et 41 476⁽⁹⁾. En outre, dans un certain nombre de « municipalités expérimentales » telles que Pudong et Shenzhen, les effectifs des départements du PCC dont certaines des fonctions recoupent celles du Gouvernement municipal ont été drastiquement réduits. D'autres expériences ont consisté à s'assurer que les cadres provinciaux et municipaux responsables de la lutte contre la corruption et la pollution ne soient pas sujets à des intimidations ou à des

6. Pour un aperçu des vues des hauts dirigeants sur le « développement scientifique », voir par exemple Hu Jintao, « Appliquer la théorie du développement scientifique et réaliser le développement rapide et positif de l'économie et de la société », *Renmin ribao* (Quotidien du peuple), 17 avril 2006.

7. Dans une dépêche du 18 juillet sur les « accidents et incidents de masse », l'Agence Chine nouvelle notait que le nombre de ces incidents avait baissé par rapport à 2005. Toutefois, aucun chiffre n'a été fourni. Pour le communiqué du VI^e plénum, voir « La résolution du plénum du Comité central sur la construction d'une société harmonieuse », Agence Chine nouvelle, 11 octobre 2006.

8. Sur le concept de « socialisme scientifique » de Hu, voir, par exemple, Willy Wo-Lap Lam, *Chinese Politics in the Hu Jintao Era*, New York, M.E. Sharpe, 2006, p. 40-44.

9. Voir « Où sont passés les secrétaires adjoints depuis la rationalisation des comités de Parti régionaux? », China News Service, 3 août 2007.

contraintes de la part de leurs collègues ou supérieurs dans les mêmes administrations régionales⁽¹⁰⁾.

Du côté du Gouvernement, le Conseil des affaires de l'État a remporté moins de succès dans ses efforts visant à abolir un échelon tout entier de l'administration des bourgs (*zhen*) et des cantons (*xiang* ; ces deux entités se situent entre le district et le village). Pourtant, le Premier ministre Wen avait déclaré dès son investiture en mars 2003 que cette mesure radicale était la seule qui permettrait de promouvoir l'efficacité gouvernementale tout en allégeant le fardeau qui pesait sur les paysans⁽¹¹⁾. On estime que la suppression d'un bourg ou d'un canton signifie la suppression de quelque 70 cadres locaux et une économie d'environ trois millions de yuans par an. À la fin de 2003, le nombre de bourgs était de 20 226 (soit une diminution de 375), alors que le nombre de cantons était de 18 064 (-575). Par ailleurs, 950 bourgs et cantons ont été fusionnés. Le rythme de cette rationalisation s'est ralenti à partir de 2004. Au cours des neuf premiers mois de l'année, seuls 864 bourgs et cantons ont été supprimés ou fusionnés⁽¹²⁾. Cette réforme fut tellement mal accueillie par la base que dès 2006 Wen et ses conseillers arrêtaient d'en parler dans les médias.

Un autre élément plus significatif de cet effort de construction d'une société harmonieuse est la création d'un système d'alerte (*yujing* 预警) visant à circonvier et à gérer tout événement susceptible de perturber l'harmonie sociale. Ce système concerne aussi bien les accidents de la circulation ou les catastrophes minières que les soulèvements, les troubles ou les actes de terrorisme urbain. La philosophie qui consiste à étouffer dans l'œuf les causes et les manifestations de phénomènes sociopolitiques non harmonieux est l'idée de *ju'an siwei* 居安思危 (« veiller au danger dans la plénitude »), qui fut détaillée par Hu en 2003. « L'ensemble des dirigeants est sereinement conscient de la situation en Chine », déclara Hu. « Il nous faut renforcer notre vigilance face aux troubles et désastres [possibles]... Nous devons affronter de manière positive un certain nombre de risques et de défis ». Hu souligna également la nécessité impérieuse d'évaluer et de prévenir ces risques : « Nous devons réduire l'effet négatif des circonstances défavorables pour assurer le développement stable et la sécurité [nationale] », a ajouté le dirigeant suprême. « Nous y parviendrons si nous pouvons empêcher les problèmes ; sinon, nous risquons d'échouer⁽¹³⁾. »

Au plus haut niveau, Hu et Wen ont mis en place à Zhongnanhai un certain nombre d'organes permanents ou *ad hoc* – appelés groupes de direction ou comités de coordination – en vue de parer aux crises susceptibles de surve-

nir tant en Chine qu'à l'étranger. Les « crises » en question vont de la dégradation de l'ordre public à la pénurie (ou la montée des prix) de minéraux stratégiques, matières premières, grains et viande. À partir de 2003, des cellules de gestion de crise ont été mises en place dans toutes les villes de grande et moyenne taille. Ces cellules (ainsi que le ministère de la Sécurité publique et les autres unités concernées) ont été mises en réseau pour faciliter le déploiement rapide des ressources en cas de crise⁽¹⁴⁾. Les dirigeants de la municipalité de Pékin, par exemple, ont créé une cellule de gestion de crise suite à l'apparition de l'épidémie de SRAS début 2003. Depuis, cette cellule a été renforcée pour traiter des incidents allant des épidémies aux tremblements de terre en passant par les attaques terroristes. La quasi-totalité des grandes villes chinoises possède des systèmes semblables dotés d'équipements ultramodernes de surveillance et de contrôle des foules, souvent importés d'Occident⁽¹⁵⁾. Hu et ses acolytes se sont donc transformés en « brigades d'intervention », prêts à surgir à tout moment pour couper court au moindre signe d'instabilité. À cause de cette vigilance accrue, depuis mi-2003 tous les hauts responsables politiques doivent garder leurs téléphones portables allumés 24 heures sur 24. Il est également précisé qu'en cas d'accident grave comme une catastrophe minière ou un incendie dévastateur, les cadres doivent se trouver sur les lieux dans les deux ou trois heures qui suivent l'accident. Un critère clé pour la promotion – ou la rétrogradation – des responsables politiques locaux est leur capacité à maintenir la stabilité ou « l'harmonie » dans la région qui se trouve sous leur juridiction⁽¹⁶⁾.

10. Cité dans Bi Zheng, « Les secrétaires des affaires disciplinaires dans les quatre municipalités directes sont directement nommés par les autorités centrales du PCC », *Guangzhou ribao*, 28 décembre 2006.

11. Cité dans « Le Premier ministre Wen insiste sur l'importance d'une réduction des effectifs de l'administration », Agence Chine nouvelle, 30 mai 2003.

12. Voir « 800 millions de yuans économisés suite à la suppression et à la fusion de 864 cantons et bourgs ruraux », China News Service, 15 novembre 2004.

13. Cité dans « Hu Jintao insiste sur l'importance de saisir les opportunités afin d'accélérer le développement », *Renmin ribao*, 29 janvier 2003.

14. Cité dans Zhong Xuebing, « Pékin étudie les mécanismes de gestion de crise », *Wenwei bao*, 28 mars 2004.

15. Sun Fancan, « Pékin prépare la mise en place d'une cellule de gestion de crise », China News Service, 23 juin 2003 ; « Des systèmes de réponse rapide mis en place dans les villes dans les cinq années à venir », *Ming Pao* (Hong Kong), 24 mai 2004.

16. La direction du PCC a également institué un « système de responsabilité des cadres » selon lequel les hauts cadres doivent assumer la responsabilité des incidents survenus dans leur juridiction. Parmi les responsables de niveau ministériel et les entrepreneurs d'État qui ont dû démissionner suite à de graves incidents ou erreurs figurent l'ancien ministre en charge de l'Agence d'État pour la protection de l'environnement, Xie Zhenhua et le Président de Sinopec, Li Yizhong.

Coopter les élites socioéconomiques dans l'appareil de Parti et de gouvernement

En dépit des énormes différences qui séparent Jiang et Hu, ce dernier a tout à fait intégré la « théorie de la triple représentativité » (*san ge daibiao* 三個代表) créée par son prédécesseur. Cette théorie peu orthodoxe fut utilisée par Jiang en 2001 pour introduire dans le PCC les éléments de « nouvelles classes », à savoir les hommes d'affaires privés, les membres des professions libérales et les jeunes diplômés revenus au pays après avoir fait des études à l'étranger (*haigui pai* 海歸派). L'idée non avouée de cette politique est que seuls les citoyens instruits et au fait des technologies de l'information (non les paysans ou les travailleurs migrants presque illettrés) sont capables d'apporter « la plus haute productivité et la culture la plus avancée » au Parti et à la Chine ⁽¹⁷⁾.

De 2002 à 2007, le duo Hu-Wen s'est attelé à attirer les cadres entrepreneurs – pour la plupart de hauts gestionnaires de firmes quasi publiques comme les trois compagnies pétrolières et les banques d'État – dans les hautes sphères du Parti et du gouvernement. Au milieu de 2007, on comptait parmi ces hauts cadres le secrétaire du Parti de Hainan, Wei Liucheng 衛留成, celui de Wuhan, Miao Yu 苗圩, et le ministre de l'Administration pour la sécurité au travail, Li Yizhong 李毅忠. Beaucoup pensent aujourd'hui que le nouveau Comité central issu du XVII^e congrès verra de nombreux entrepreneurs privés membres du Parti rejoindre les entrepreneurs d'État en son sein ⁽¹⁸⁾.

Tout aussi significatif fut la nomination, mi-2007, de deux personnalités non membres du PCC aux postes de ministres du Conseil des affaires de l'État. Wan Gang 萬鋼, un expert en ingénierie industrielle devenu président d'université, fut nommé ministre des Sciences et technologies, et le professeur de médecine Chen Zu 陳竺, ministre de la Santé. Wan est aussi le dirigeant de l'un des huit « partis démocratiques », organisations politiques fondées dans les années 1930 et 1940 puis cooptées par Mao dans les années 1950.

Avec la nomination de Wan, pour la première fois en 35 ans, le représentant de l'un des « partis démocratiques » obtenait le rang de ministre. Cette nomination a injecté un peu de substance dans la doctrine souvent bafouée et surnommée « coopération et consultation entre les autorités centrales et les huit partis démocratiques sous la direction du PCC ⁽¹⁹⁾ ». Bien que les membres des huit partis démocratiques jouissent d'un espace de parole plus important que dans les années 1990, ces organisations sont souvent perçues comme des entités purement symboliques qui ne survivent que grâce à la bonne volonté du PCC (elles dépen-

dent de Pékin financièrement et beaucoup de leurs dirigeants sont aussi membres du PCC). En outre, il faut préciser que l'espace de manœuvre offert aux responsables politiques non membres du PCC est plus réduit qu'au début des années 1950, époque à laquelle plusieurs représentants des partis démocratiques ont accédé au poste de Premier ministre ou de ministre ⁽²⁰⁾.

Les partisans chinois de la réforme politique sont particulièrement déçus par l'approche directive adoptée par Hu et Wen pour élargir la base du Parti et mener les consultations. En dépit des engagements pris par la quatrième génération de dirigeants pour renforcer le statut et améliorer les droits des groupes défavorisés comme les paysans ou les ouvriers, la représentation de ces derniers dans les instances gouvernantes (y compris le comité central) reste négligeable. De manière tout aussi significative, les syndicats ouvriers et paysans non affiliés au Parti demeurent illégaux malgré les protestations des organisations ouvrières internationales. Cela est d'autant plus surprenant que les associations d'ouvriers et de paysans pourraient au moins jouer le rôle de soupapes et devenir le canal par lequel les groupes les plus faibles (*ruoshi tuanti*) pourraient exprimer leurs griefs. Les syndicats permettraient également à ces groupes de négocier avec l'État et les grandes entreprises pour obtenir des augmentations de salaire ou des prix de vente plus élevés pour leurs produits ⁽²¹⁾.

Promouvoir la démocratie et l'harmonie au sein du Parti

En introduisant l'idéal de « construction d'une société harmonieuse » au VI^e plénum, Hu Jintao s'est appuyé sur le

17. Sur la nature controversée de la « théorie de la triple représentativité », voir par exemple Willy Wo-Lap Lam, *Chinese Politics in the Hu Jintao Era*, op. cit., p. 65-69.
18. Lors du XVI^e congrès, un certain nombre d'entrepreneurs et chefs de sociétés semi-privées ont été élus au Comité central comme membres permanents ou membres suppléants. On peut citer parmi eux le directeur général de la China Aerospace Science and Technology Corporation, Zhang Qingwei, le Président du groupe Haier, Zhang Ruimin et le Président du groupe Baosteel, Xie Qihua.
19. Voir Cui Shixin, « Des personnalités non communistes comme ministres », *Renmin ribao*, 10 juillet 2007.
20. La plupart des ministres et vice-ministres non membres du PCC furent qualifiés de « droitières » et furent victimes de persécutions pendant la campagne anti-droitières qui commença en 1957. Leur destin tragique a jusqu'à aujourd'hui porté un coup aux huit partis politiques, dont la plupart des dirigeants sont tout à fait conscients du manque de tolérance du PCC.
21. Il existe dans les régions rurales environ 150 000 « associations professionnelles de paysans » qui sont reconnues par les autorités. Ces associations ne représentent toutefois qu'environ 3 % de l'ensemble des paysans et ne s'occupent que de questions techniques comme l'apport d'aide pour la mécanisation. Voir www.chinaeconomicreview.com, avril 2007 (http://www.chinaeconomicreview.com/cer/2007_04/Strength_in_numbers_farmer_associations.html). Certains syndicats de fermiers sont apparus dans une ou deux provinces comme le Hunan (lieu de naissance de Mao), mais ces associations ont agi comme des lobbyistes de la cause des paysans, ce qui ne plaît guère au PCC.

principe d'harmonie au sein du Parti (*dangnei hexie* 黨內和諧). Ce principe n'est que la face cachée d'un autre principe, celui de « démocratie au sein du Parti » (*dangnei minzhu*). Il signifie en effet que même si le concept de « centralisme démocratique » est encore appliqué, les cadres et les responsables du Parti seront appelés à un rôle plus significatif dans la sélection de leurs dirigeants et dans la formulation des politiques à suivre⁽²²⁾. De même, si la politique de démocratie au sein du Parti est un succès, la direction du PCC sera mieux disposée à libéraliser la structure et les processus politiques à d'autres niveaux du système politique.

Dans l'année qui suivit leur arrivée au pouvoir, Hu et Wen firent une série de gestes symboliques en faveur de ces idées de démocratie et d'harmonie au sein du Parti. Par exemple, pour la première fois, les réunions du Bureau politique furent rapportées dans les médias (bien que l'Agence Chine nouvelle n'en donnât qu'un compte-rendu très succinct). Ensuite, à partir du II^e plénum du Comité central, Hu prononça son discours sur l'état du Parti sous la forme d'un rapport au Comité central. Dans le contexte des rituels hiérarchiques du Parti, cela signifie désormais que le Bureau politique rend des comptes au Comité central qui l'a élu lors du XVI^e congrès⁽²³⁾.

À partir de la fin 2006, l'appareil de propagande a insisté sur le fait que le XVII^e congrès serait une « vitrine » du concept de « démocratie au sein du Parti ». Aussi, en juillet 2007, les autorités ont-elles publié les noms des 2 217 délégués (*daibiao* 代表) au congrès. C'est en effet la première fois dans l'histoire du Parti que l'identité des délégués est connue avant le congrès. L'Agence Chine nouvelle et d'autres médias ont également affirmé qu'un degré plus avancé de démocratie avait été atteint puisque ces délégués avaient été choisis en début d'année par des membres ordinaires du Parti dans différentes unités et régions à travers le pays tout entier. La composition de ce corps de délégués était en effet nouvelle : 28,4 % étaient des éléments de « première ligne » (c'est-à-dire opérationnels) du Parti ou des membres de diverses professions, soit quatre points de pourcentage de plus que dans le XVI^e congrès. Le nouveau congrès compte également 445 femmes et 242 délégués issus des minorités ethniques, soit respectivement 63 et 12 de plus que l'assemblée précédente. De manière plus significative, la direction du PCC a promis une version plus substantielle de *cha'e xuanju* 差額選舉 – élections où le nombre de candidats est supérieur au nombre de sièges à pourvoir – lors de la sélection du Comité central par les délégués. La proportion de candidats éliminés, qui était de 10 % lorsque ce type d'élection fut introduit pour la première fois au XIII^e congrès, sera désormais de 15 %⁽²⁴⁾.

À la veille du congrès, les spécialistes en communication du Parti ont aussi fait courir le bruit que ce même système pourrait s'appliquer à l'élection du Bureau politique par le Comité central lors du premier plénum qui se tiendra le lendemain de la clôture du congrès⁽²⁵⁾. À Pékin, les analystes politiques estiment que le PCC se trouve sous pression en raison des avancées beaucoup plus radicales accomplies dans ce domaine par le Parti communiste vietnamien en 2006. Toutefois, à un moment où beaucoup estiment que la priorité de Hu est de promouvoir ses protégés de la faction des Jeunes communistes au Bureau politique et au Comité permanent, tout laisse penser que la marge de manœuvre laissée aux cadres et aux membres ordinaires du Parti pour choisir leurs dirigeants demeurera limitée⁽²⁶⁾.

Les coûts de l'ajournement de la réforme

Le fait que Hu Jintao et Wen Jiabao n'aient pas réussi à reprendre le cours de la réforme politique mise en chantier au milieu des années 1980 par Hu Yaobang et Zhao Ziyang explique en grande partie l'incapacité actuelle de Pékin à préserver l'harmonie politique. « Le peuple avant tout », ce mot d'ordre si souvent scandé par la direction du Parti, se limite en réalité à quelques largesses à l'intention des groupes défavorisés. La suppression de la taxe agricole en 2005 en est un exemple, et Pékin dépense de plus en plus d'argent pour l'amélioration des infrastructures rurales, y compris la santé et l'éducation. Le filet de protection sociale a en effet été peu à peu étendu aux campagnes, et plus de 100 millions de paysans ont désormais accès au *dibao*, une allocation de minimum vital⁽²⁷⁾. Ces largesses contribueront sans doute à soulager quelque peu les quelque 200 millions de Chinois qui vivent en dessous du seuil de pauvreté tel qu'il est défini par les Nations unies. Toutefois, de simples subventions ne remplacent pas un véritable partage du pouvoir. Ce n'est que

22. « Étendons-nous sur la "résolution" du VI^e plénum : de l'utilisation de la démocratie au sein du Parti pour créer une société harmonieuse », commentaire de l'Agence Chine nouvelle, 18 décembre 2006.
23. Cité dans Jiang Xun, « Pékin cherche un équilibre des pouvoirs au XVII^e congrès », *Yazhou Zhoubao* (Hong Kong), 12 août 2007.
24. « Six caractéristiques des délégués du XVII^e congrès », *Wen Wei Po*, 5 août 2007.
25. Jiang Xun, « Pékin cherche un équilibre des pouvoirs au XVII^e congrès », *op. cit.*
26. Sur les efforts déployés par Hu pour promouvoir ses protégés au Bureau politique, voir par exemple Benjamin Lim, « China Appraises Next Generation Leaders for Loyalty », Reuters, 12 mai 2007.
27. Sur les dernières mesures pour l'extension du filet de la sécurité sociale, voir par exemple Huang Ju, « Les autorités centrales vont dépenser 200 millions de yuans pour garantir une juste distribution des subventions de sécurité sociale », *Renmin ribao*, 18 avril 2007.

lorsque les groupes sociaux les plus faibles et les plus défavorisés ont un poids égal dans les prises des décisions – et récoltent une part équitable des fruits du développement économique – qu’une harmonie véritable et durable est possible.

Des inégalités persistantes

Les objectifs du « développement scientifique » et de la « société harmonieuse » ne peuvent être atteints que grâce à l’introduction de règles du jeu équitables et transparentes permettant la compétition entre les différents secteurs socioéconomiques qui sont aujourd’hui fragmentés. Surtout, le type de croissance économique que connaît la Chine – et que Pékin qualifie lui-même de « dur » et « orienté vers la quantité » (*cuguang* 粗獷) – ne doit pas aboutir à l’exploitation des faibles par les puissants. Comme nous l’avons souligné plus haut, le PCC doit avant tout remplir sa mission d’arbitre et de médiateur pour garantir un rapport équitable entre les classes.

Dans la Chine du milieu des années 2000, l’équation du pouvoir semble aller à l’encontre des slogans du Gouvernement qui mettent l’accent sur la primauté du peuple et la promotion de la justice sociale. Lors de son premier quinquennat, l’équipe Hu-Wen a en effet renforcé ce que les observateurs ont appelé l’« alliance contre-nature » entre les cadres du Parti et le *big business*. Le rôle important que jouent nombre de hauts cadres du Parti et de « princes » (les rejetons des anciens du Parti) dans le monde des affaires en est la preuve. Cadres et princes occupent également des places de choix dans le palmarès des patrons des quelque 160 monopoles ou oligopoles d’État que compte le pays. Les capitaux de ces derniers (y compris les compagnies de pétrole et d’électricité, les compagnies aériennes et les banques) représentent près de 60 % du PIB⁽²⁸⁾. Les membres de cette alliance contre-nature ont monopolisé la plus grosse partie des bénéfices tirés de 20 ans de croissance économique effrénée, alors que les défavorisés ne se partagent que les miettes.

D’autres observateurs ont mis l’accent sur une dérive « latino-américaine » de la Chine, faisant référence à l’utilisation de l’Armée populaire de libération (APL) et de la Police populaire armée (PPA) par le PCC pour prévenir et même réprimer les protestations de dissidents, et en particulier de groupes sociaux qui ont perdu tout espoir de récolter les fruits de la croissance. Ce n’est donc pas un hasard si l’équipe dirigeante actuelle a accordé aux forces armées une augmentation de budget à deux chiffres mais aussi considérablement renforcé leur pouvoir de décision. Dans la mesure

où l’APL et la PPA représentent une force combinée de plus de trois millions d’officiers, il est fort probable qu’elles continueront de représenter un cinquième du Comité central issu du XVII^e congrès⁽²⁹⁾.

Il est donc évident que le PCC n’est plus capable de jouer un rôle de médiateur ou d’arbitre impartial. L’existence même du Parti dépend de sa relation symbiotique avec le milieu des affaires et les groupes politiques tant en Chine qu’à l’étranger. Ces nouveaux alliés, qui incluent les corporations quasi-privées et les multinationales occidentales, semblent prêts à soutenir ou du moins tolérer le statut de parti dirigeant du PCC tant que le *statu quo* leur permet de préserver ou de développer leurs affaires et leurs intérêts.

Une gouvernance faible et inefficace

En dépit des efforts apparents déployés par le Bureau politique pour élever le niveau de « décision scientifique » et la mise en pratique efficace des politiques, la qualité de l’administration s’est globalement détériorée. Pour corroborer cette affirmation, il suffit d’observer deux domaines qui ont un impact considérable sur la force de la nation et le bien-être de la population. Le premier est celui des mesures de contrôle et d’ajustement (*hongguan tiaokong* 宏觀調控) prises par le Conseil des affaires de l’État en 2004 pour enrayer la surchauffe de l’économie, particulièrement dans les secteurs immobilier et boursier. La seconde est la bataille perdue d’avance contre la dégradation de l’environnement. Des estimations officielles montrent que les pertes économiques dues aux facteurs écologiques et environnementaux se montent aujourd’hui à 10 % du PIB de la Chine⁽³⁰⁾.

Depuis le début 2004, le gouvernement de Hu a tenté de limiter les exubérances irrationnelles dans divers domaines de l’économie, notamment les investissements excessifs en capitaux fixes et la spéculation immobilière et boursière. Bien que Wen ait, chaque année depuis 2005, fixé un objectif de croissance du PIB compris entre 8 et 9 %, le taux de croissance a en fait systématiquement dépassé les 11 %. Par ailleurs, rien n’indique que l’État soit parvenu à mieux contrôler les investissements, la masse financière et l’infla-

28. Sur la nature des monopoles d’État en Chine, voir par exemple Willy Lam, « Hu’s Economic Policies: Liberalizing the Economy or Promoting Special Interests? », *China Brief*, Jamestown Foundation, Washington D.C., 8 août 2007.

29. Pour une étude sur la part de pouvoir politique que détient l’APL dans l’appareil du Parti et du gouvernement, voir par exemple David Shambaugh, « The Changing of the Guard: China’s New Military Leadership », www.inpr.org.tw, 24 janvier 2003, (www.inpr.org.tw/activities/20030124_4.pdf).

30. Cité dans « Pollution Costs Equal 10 % of China’s GDP », *China Daily*, 6 juin 2006.

tion, malgré les augmentations répétées des taux d'intérêt et l'imposition de critères de capitaux propres *minima* aux banques commerciales. Avec un taux d'inflation de 5,7 % en juillet 2007, certains signes indiquent que le Conseil des affaires de l'État est en train de recourir aux vieilles recettes pour rétablir son contrôle⁽³¹⁾.

Le tableau que présente la situation de l'environnement est beaucoup plus sombre, et les experts chinois et internationaux se trouvent désormais confrontés à toute une série de phénomènes inquiétants (rivières et lacs putrides, déserts en rapide expansion, etc.). Dans plus de 60 % des districts ruraux du pays, les paysans n'ont aucun accès à de l'eau potable. Les nappes d'eaux souterraines dans plus de 50 % des villes sont décrites dans les publications officielles comme « gravement polluées ». Les pluies acides couvrent plus de 30 % du territoire chinois, et environ 27,55 % du pays est touché à des degrés divers par la désertification et l'érosion des sols. Enfin, la Banque mondiale estimait en juillet 2007 que 750 000 Chinois meurent prématurément chaque année à cause la pollution⁽³²⁾.

Les politiques et injonctions de Pékin se sont avérées inefficaces. Aucun des objectifs environnementaux contenus dans le X^e plan quinquennal (2000-2005) n'a été atteint. De toutes les provinces et grandes villes, seule Pékin a été capable de remplir les critères fixés pour l'année 2006, c'est-à-dire la réduction de la consommation d'énergie de 4 % par unité de PIB et les émissions de substances polluantes de 2 %. L'opposition des « seigneurs de la guerre » régionaux ainsi que des lobbys industriels ont anéanti les efforts entrepris par le Centre pour imposer des normes de « PIB vert » sur les localités⁽³³⁾.

Les autorités ont elles-mêmes reconnu que l'échec du contrôle et de la minimisation des effets négatifs de la croissance économique « *cuguang* » (orientée vers la quantité) a renforcé les difficultés des gens ordinaires. Ces deux dernières années, même les classes moyennes urbaines peinent à rembourser les lourds crédits immobiliers qu'ils ont souscrits, et l'augmentation du prix de différentes denrées alimentaires ne fera qu'accentuer la colère et la frustration des couches défavorisées. En même temps, la dégradation de l'environnement est devenue une des causes principales des dizaines de milliers d'« incidents de masse » qui se produisent chaque année. La grande manifestation des résidents de classe moyenne à Xiamen mi-2007 contre la construction d'une usine chimique illustre bien le mécontentement qui gagne peu à peu les résidents urbains disposant de revenus confortables⁽³⁴⁾.

Si des soulèvements de grande ampleur venaient à éclater, il est peu probable que les mécanismes d'alerte mis en place

par le gouvernement actuel parviendraient à empêcher le chaos. Les autorités prétendent que le nombre d'« incidents de masse » a diminué en 2006, mais n'ont fourni aucun nouveau chiffre pour étayer cette affirmation. Certains éléments semblent indiquer que les cadres locaux en viennent paradoxalement presque à perdre leurs capacités de réaction parce que les autorités centrales et provinciales leur demandent de prévenir et de gérer tous les incidents susceptibles de survenir à tout instant (*tufa* 突發). En juillet cette année, les cadres du district de Tengchong 腾冲 dans le Yunnan ont été réprimandés parce qu'ils n'étaient pas parvenus à mobiliser des équipes de sauvetage lors d'un glissement de terrain qui provoqua la mort de 29 personnes. Suite à cela, un haut responsable du district a indiqué que ses collègues et lui-même s'étaient vus ordonner par les autorités de mettre en place des mesures d'urgence (*yujing* 预警) visant à gérer 120 types d'incidents possibles. Le responsable en question explique que « ces systèmes d'alerte n'existent que sur le papier » parce que le Gouvernement du district ne dispose pas des ressources humaines et matérielles permettant de parer à toutes ces éventualités⁽³⁵⁾.

Les raisons pour lesquelles l'objectif d'une société harmonieuse reste illusoire

La réticence apparente de la direction Hu-Wen à envisager une plus grande réforme politique est d'autant plus regrettable qu'une libéralisation minime du système léniniste en place apporterait une contribution disproportionnellement élevée à l'édification d'une société harmonieuse. Ce dont la Chine a besoin aujourd'hui n'est pas nécessairement de mesures radicales et dramatiques comme l'introduction hâtive d'un système politique multipartis. En revanche, une attitude plus tolérante envers la société civile émergente permet

31. Sur les mécanismes de contrôle et d'ajustement macroéconomiques, voir par exemple « Les politiques de contrôle et d'ajustement macroéconomiques pour la Chine », China News Service, 1er août 2007 ; « Les autorités centrales ont donné l'ordre aux gouvernements locaux de contrôler strictement le niveau des prix », China News Service, 15 août 2007.
32. Richard McGregor, « 750 000 a year killed by Chinese pollution », *Financial Times*, 2 juillet 2007.
33. « Aucun des objectifs concernant la protection de l'environnement pour la période du Xe plan quinquennal n'a été atteint », Wen Wei Po, 14 mars 2006 ; « Pourquoi seule Pékin a rempli ses objectifs en matière d'économies d'énergie », *Renmin ribao*, 23 juillet 2007 ; Shi Jangtao, « Green GDP figures on Hold Indefinitely », 23 juillet 2007.
34. Sur les troubles liés à la colère suscitée par les détériorations de l'environnement, voir par exemple « China Blames Growing Social Unrest on Anger over Pollution », *The Guardian*, 6 juillet 2006.
35. Cité dans « Il est préférable d'avoir des systèmes d'alerte "sur le papier" que ne pas en avoir du tout », *Nanfang ribao*, 30 juillet 2007.

trait d'apaiser en grande partie les contradictions entre les classes et l'acrimonie qui en résulte.

Depuis la fin des années 1990, les ONG et les activistes indépendants ont œuvré en faveur des milliers de laissés pour compte dans la société chinoise. Plusieurs ONG spécialisées dans les questions écologiques et les droits de l'homme ont rendu des services précieux aux victimes d'expropriation ou de dégradations de l'environnement. Les dirigeants de ces organisations et les activistes sont tous des personnes éduquées qui n'ont aucune envie de défier l'ordre politique. Par exemple, ces dernières années, l'avocat Zheng Enzhu 鄭恩寵 a consacré beaucoup de temps et de moyens à aider les Shanghaiens les plus pauvres dans leur lutte contre les promoteurs immobiliers – soutenus par des cadres corrompus – qui veulent les chasser de leurs modestes habitations. Les efforts de Zheng ont finalement abouti à l'incarcération de Zhou Zhengyi 周正毅, un spéculateur qui entretenait d'excellentes relations avec beaucoup de cadres et princes shanghaiens. Toutefois, Zheng fut lui-même arrêté suite à des accusations montées de toutes pièces et reçut en 2005 la même peine d'emprisonnement de trois ans que Zhou. À la mi-2007, plusieurs douzaines d'« avocats activistes » comme Zheng avaient été emprisonnés ou placés sous surveillance par la police ou les agents de la Sécurité publique⁽³⁶⁾.

Les responsables politiques ont souvent souligné qu'ils ont besoin du soutien et de la participation de la population pour mener la lutte contre la corruption et la pollution. La vigilance des médias et les cris d'alarme des citoyens les plus motivés devraient en effet suffire à alerter les autorités face à des catastrophes imminentes, et l'on peut avancer que les citoyens animés par un profond sens civique sont souvent plus efficaces que tous les systèmes d'alerte mis en place par le Gouvernement pour prévenir les grandes ruptures de l'harmonie sociopolitique. Pan Yue 潘岳, le vice-ministre d'État pour la Protection de l'environnement, d'obédience plutôt libérale, a déclaré au début de l'année 2007 : « Une plus grande participation de la population est nécessaire [pour lutter contre la pollution] car les citoyens sont les premiers concernés par l'environnement⁽³⁷⁾ ».

Malheureusement, la majorité des départements gouvernementaux – à commencer par les administrations provinciales et municipales – considèrent les activistes écologistes comme des fauteurs de troubles, voire des agitateurs subversifs agissant contre le Gouvernement. L'on peut citer comme exemple le scandale de la pollution du Lac Tai 太湖, rapporté par les médias du monde entier mi-2007 car ses eaux étaient recouvertes d'algues bleues toxiques. Wu Lihong

吳立紅, un défenseur de l'environnement de 39 ans, a passé ces 15 dernières années à exiger du Gouvernement qu'il ferme les dizaines d'usines qui déversaient leurs déchets non traités dans le lac. Mais au moment même où les autorités sévissaient contre ces usines polluantes, Wu était lui-même arrêté par la police locale pour « chantage » et « perturbation de l'ordre public ». Un sort similaire s'est abattu sur les activistes à l'origine de protestations contre les pollueurs qui, dans de nombreux cas, bénéficiaient du soutien des cadres locaux corrompus⁽³⁸⁾.

Les faits et les analyses présentés dans cet article tendent à renforcer l'argument suivant lequel l'attitude des dirigeants actuels en matière de réforme politique empêchera tout effort de construction d'une société harmonieuse. La politique de « démocratie au sein du Parti » telle qu'elle est menée aujourd'hui est trop restrictive pour redynamiser les comités centraux et régionaux du PCC et faire de ces derniers les vecteurs du développement de l'harmonie sociale. Il est possible que les efforts déployés par le PCC pour collaborer avec un plus grand nombre de secteurs socio-économiques et de groupes (*businessmen*, membres des huit partis démocratiques) contribuent quelque peu à améliorer la qualité des instances décisionnelles. Toutefois, le refus opposé par le PCC de dialoguer d'égal à égal avec les représentants des groupes défavorisés (*ruoshi tuanti*) – auxquels appartient la grande majorité des Chinois – signifie que les politiques chargées de promouvoir la coexistence pacifique des diverses classes et des groupes d'intérêts pencheront ultimement en faveur de ceux qui déjà sont puissants. Certes, dans un avenir proche – et sans doute tout au long du second quinquennat de Hu et Wen – le Parti sera à même de contrôler les forces d'instabilité et même les révoltes, en partie grâce aux redoutables mécanismes de contrôle dont il dispose. Toutefois, de véritables progrès concernant la mise en place d'une société harmonieuse risquent de rester illusoire en l'absence d'une réforme politique profonde et d'un véritable partage des pouvoirs. •

• Traduit par Raphaël Jacquet

36. Cité dans « Beijing Delaying Release of Human Rights Lawyer », Associated Press, 3 juin 2006 ; Mark O'Neill, « Zhou Zhengyi Has Lost his Best Friend », www.asiasentinel.com, 20 février 2007.

37. Voir « China Environment Official Wants Action by Citizens », Reuters, 26 avril 2007.

38. Christopher Bodeen, « Chinese Lake Pollution Activist Jailed for Three Years », Associated Press, 11 août 2007 ; sur le traitement des avocats activistes par Pékin, voir « Set-back for the Rule of Law – Lawyers under Attack in China », rapport de Human Rights in China, New York, 28 février 2007, (<http://hrichina.org/public/contents/article?revision%5fid=44543&item%5fid=34781>).